

Montpellier, le 18 JUIL. 2025

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 2025-07-DRCL-0261

Modification du phasage d'exploitation, des conditions de remise en état et du montant des garanties financière se rapportant à la carrière Proroch située sur la commune de Beaulieu

Le préfet de l'Hérault

- VU** les livres I et V du Code de l'environnement, notamment les articles R.181-45 R.181-46-II et R.516-1 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2025.03.DRCL.066 du 3 mars 2025 portant délégation de signature à Mme Véronique MARTIN SAINT LEON, secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2006-1-2126 du 8 septembre 2006, autorisant la société Proroch à poursuivre, à étendre et à modifier les conditions d'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de pierres de taille calcaire, située sur le territoire de la commune de BEAULIEU, au lieu-dit « Régagnat » ;
- VU** le porter à connaissance adressé par la société Proroch au préfet le 6 mai 2025 relatif aux modifications du phasage d'exploitation, des conditions de la remise en état, et des montants des garanties financières relatives à l'exploitation de la carrière susvisée ;
- VU** l'ensemble des pièces jointes à la demande susvisée ;
- VU** la consultation de l'exploitant sur le présent projet d'arrêté, et sa réponse du 26 juin 2025 indiquant l'absence d'observation de sa part ;
- VU** l'avis du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

CONSIDÉRANT que la demande de modifications sollicitées par le porter à connaissance susvisé doit être instruite selon les dispositions de l'article R.181-46-II du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que cette demande ne nécessite pas les consultations prévues à ce même article du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il apparaît cependant nécessaire de fixer les modifications sollicitées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Le pétitionnaire entendu,

SUR proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} - Objet

La société Proroch dont le siège social est situé 500A route de Cavaillon, 84660 MAUBEC est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa carrière de pierres de taille calcaire, située sur le territoire de la commune de BEAULIEU, au lieu-dit « Régagnat » selon les plans de phasage joints en annexe I du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Ces plans de phasage, portant sur les phases d'exploitation quinquennales 2026-2031 et 2032-2036, se substituent à ceux annexés à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006-1-2126 du 8 septembre 2006.

ARTICLE 2 - Garanties financières

Le montant des garanties financières à constituer pour les deux périodes restantes de l'exploitation, à savoir les périodes 2026 à 2031 et 2032 à 2036 (échéance de l'autorisation), est fixé à **141 834 € TTC** en remplacement des montants fixés à l'article 7 de l'arrêté préfectoral n°2006-1-2126 du 8 septembre 2006.

Ce montant a été calculé avec un indice TP01 fixé à 132,2 (valeur publiée en avril 2025) et une TVA fixée à 20% .

Le document attestant de la constitution des garanties financières pour le montant précisé ci-dessus pour la première phase quinquennale a minima, est à transmettre à l'inspection des installations classées dès la signature du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 - Remise en état après exploitation

Les modalités de remise en état du site restent inchangées par rapport à celles inscrites aux articles 6.3.6 et 6.3.7 de l'arrêté préfectoral n°2006-1-2126 du 8 septembre 2006.

Le plan de réaménagement final joint en annexe II du présent arrêté préfectoral complémentaire se substitue à celui annexé à l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2006 précité.

ARTICLE 4 - Publicité

En vue de l'information des tiers :

1. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; un certificat d'affichage de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de l'Hérault ; Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.
2. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Beaulieu ainsi qu'à la société Proroch.

Le préfet,


Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale

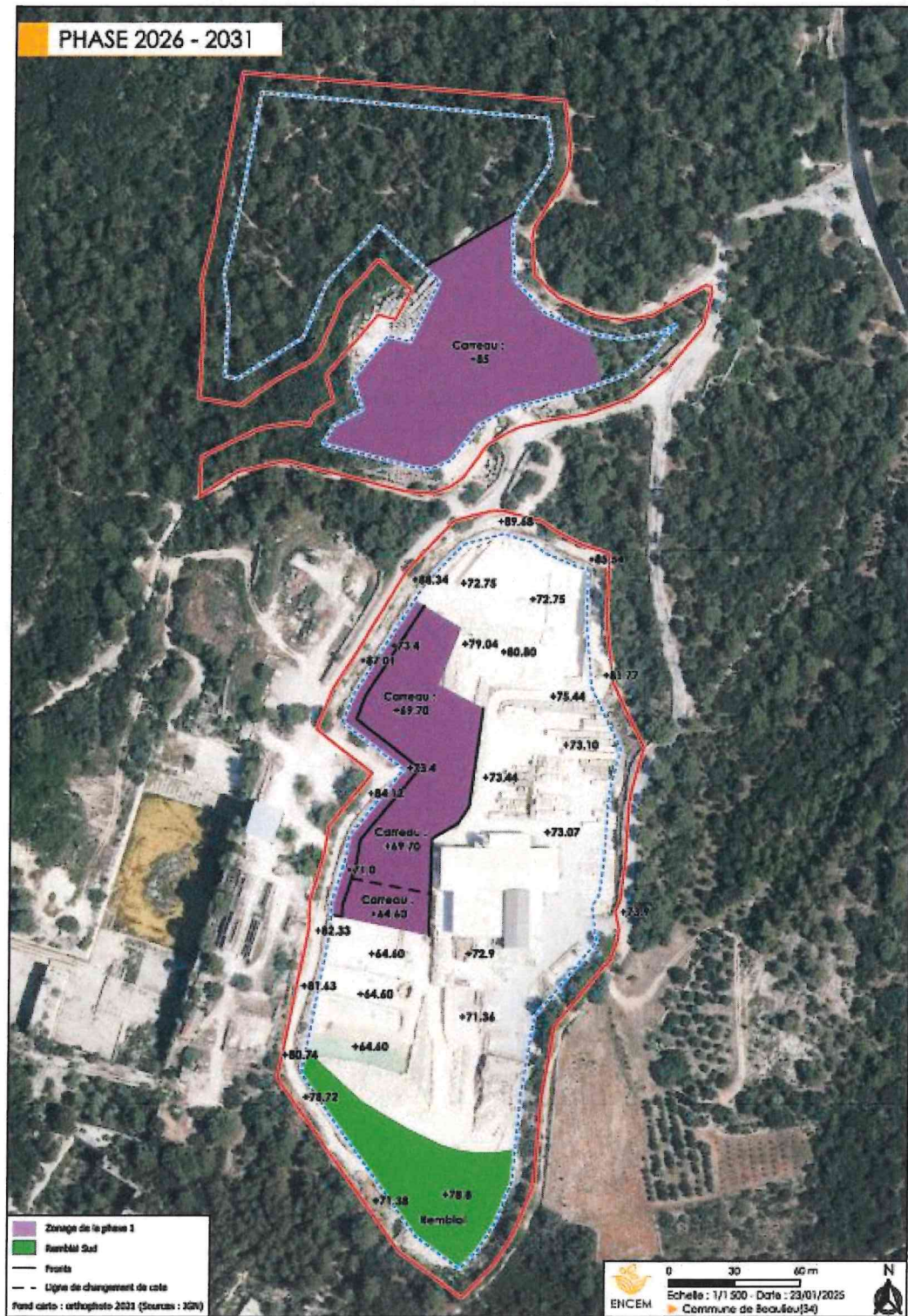
Véronique MARTIN SAINT LEON

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Montpellier par l'exploitant,, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Annexe I : phasage d'exploitation



Annexe II : plan de remise en état finale

